



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9025

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5683^e séance – matin

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT EST EXTRÊMEMENT VOLATILE ET TRÈS PRÉOCCUPANTE. DÉCLARE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES POLITIQUES AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

La situation au Moyen-Orient demeure très préoccupante, a déclaré ce matin aux membres du Conseil de sécurité le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. B. Lynn Pascoe. Le Conseil se réunissait en séance publique pour examiner les évolutions qui se sont produites dans la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Devant le Conseil, M. Pascoe a souligné la détérioration rapide des conditions de sécurité dans la région du Moyen-Orient, ce constat s'appliquant aussi bien à la bande de Gaza, où les tanks et les avions israéliens sont de retour pour la première fois depuis novembre dernier en vue de mettre fin aux tirs de roquettes palestiniens, qu'au nord du Liban, devenu le théâtre de violents affrontements entre les forces armées libanaises et les militants du Fatah el-Islam.

M. Pascoe a fait également état d'incidents qui se sont produits entre soldats libanais et les Forces de défense israéliennes, et que les interventions rapides de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) ont permis de dénouer. Les incursions des avions israéliens dans l'espace aérien libanais se poursuivent de manière répétée en violation des dispositions de la résolution 1701 (2006), a indiqué le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Parlant de la volatilité de la situation dans la bande de Gaza, M. Pascoe a relevé à la fois le lancement, au cours des dernières semaines, d'opérations militaires par les Forces de défense israéliennes de Tsahal, qui se sont soldés par la mort de 57 Palestiniens, et les flambées de violence entre Palestiniens. Les affrontements opposant des militants du Fatah à ceux du Hamas ont fait 68 morts et ont un profond impact humanitaire sur la population civile, a souligné M. Pascoe. Au cours de son exposé au Conseil, il a en outre mentionné l'absence de réels progrès en ce qui concerne le gel et le démantèlement des colonies de peuplement israéliennes; le non-respect par Israël de ses engagements à faciliter les mouvements des civils palestiniens dans la bande de Gaza; et la poursuite de l'édification du « mur de séparation », ces différents facteurs plaçant l'économie palestinienne au bord de l'effondrement.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Exposé

M. B. LYNN PASCOE, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a indiqué aux membres du Conseil de sécurité que les récents événements démontraient à quel point la situation restait volatile au Moyen-Orient et à quel point sont importants les obstacles qui se posent aux progrès à accomplir vers la paix. Une des préoccupations les plus immédiates est de mettre fin aux violences à Gaza et dans le sud d'Israël, a-t-il affirmé. Les luttes entre factions palestiniennes à Gaza ont éclaté peu après la démission, le 14 mai, du Ministre de l'intérieur du Gouvernement d'unité nationale palestinien, Hani Kawasmeh. Elles

ont provoqué de violents affrontements urbains entre, d'un côté, les militants et la Force exécutive du Hamas, et, de l'autre, les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne et les gangs armés du Fatah. Ces combats entre factions ont causé, au cours du mois qui s'achève, la mort de 68 Palestiniens, et ont fait plus de 200 blessés, a indiqué M. Pascoe.

Le Secrétaire général Ban Ki-moon a lancé à plusieurs reprises des appels à la fin des violences. Il faut féliciter l'Égypte pour les efforts de médiation qu'elle a déployés sans relâche. En vue de résoudre cette crise, les dirigeants palestiniens doivent assumer leurs responsabilités en rétablissant l'ordre dans les zones qui sont sous leur contrôle et en réformant les forces de sécurité, a estimé M. Pascoe. Face à la multiplication des tirs de roquettes, dont 270 sont tombés sur Israël au cours de la période dont nous parlons, le Gouvernement israélien a déclaré la zone de Sdérot « zone d'alerte ». Une civile israélienne a été tuée le 21 mai, sa mort provoquant l'entrée des chars de l'armée israélienne dans la bande de Gaza pour la première fois depuis le cessez-le-feu conclu en novembre dernier, a dit le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques. Des frappes aériennes de l'armée de l'air israélienne ont été autorisées contre les militants palestiniens et des installations, provoquant la mort de 57 Palestiniens, dont six enfants, et en blessant 175 autres, a poursuivi M. Pascoe. Tout en reconnaissant le droit d'Israël à la légitime défense, a-t-il ajouté, le Secrétaire général Ban Ki-moon a demandé aux dirigeants israéliens de s'assurer que les actions de leurs forces ne mettaient pas en danger la vie des civils. Insistant que toutes les parties devaient respecter le droit international, M. Ban Ki-moon a parlé à la fois au Président palestinien Mahmoud Abbas et à la Ministre des affaires étrangères israélienne, Mme Tzipi Livni, pour qu'ils mettent tout en œuvre pour apaiser la situation, a précisé Lynn Pascoe.

Dans ce contexte, les opérations et les personnels des Nations Unies font face à de réels problèmes, a dit le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques. Le 7 mai dernier, des violences entre factions palestiniennes aux abords d'une école administrée par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ont fait un mort et huit blessés, dont deux enfants. Le journaliste britannique Alan Johnston, enlevé le 12 mars dernier, n'a toujours pas été relâché, ni par ailleurs le caporal Shalit, capturé par des militants palestiniens le 25 juin 2006, a indiqué M. Pascoe, en ajoutant qu'il en était de même des prisonniers palestiniens retenus dans les prisons israéliennes. Hier, Israël a arrêté 30 responsables du Hamas, dont des maires élus et le Ministre de l'éducation palestinien, Nasser Eddin Sha'er, qui avait pris une part active aux négociations menées en vue de former le Gouvernement d'unité nationale, a ensuite annoncé le Secrétaire général adjoint.

Abordant la question de la colonisation des terres palestiniennes, M. Pascoe a indiqué que la situation était au point mort en ce qui concerne le gel des colonies de peuplement. Il a expliqué qu'en dépit d'un ordre d'éviction émanant du Ministère de la défense, les colons établis dans le centre d'Hébron n'ont toujours pas été expulsés. En outre, un plan prévoyant trois colonies supplémentaires, dotées de 20 000 logements, a reçu une approbation préliminaire, tandis que la construction du mur de séparation se poursuit, contrairement à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice (CIJ), a dit M. Pascoe.

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a fait observer qu'en dépit d'une légère amélioration dans la vallée de Jourdain, les engagements pris par Israël, qui avait promis de faciliter l'accès et les mouvements dans la bande de Gaza, sont restés lettre morte. Un récent rapport de la Banque mondiale souligne le lien de causalité entre les restrictions israéliennes à la liberté de mouvement des Palestiniens et l'effondrement de leur économie. En matière de financement, M. Pascoe a toutefois souligné qu'il fallait se féliciter de la récente décision des États-Unis de ne pas bloquer les transferts sur les comptes palestiniens. Le rétablissement d'un compte du Trésor unique et les efforts déployés par le Ministre palestinien des finances, Salaam Fayyad, en vue de relancer un processus budgétaire transparent devraient être applaudis et soutenus par la communauté internationale, a dit M. Pascoe, en indiquant que c'est au vu de ces progrès que le Gouvernement de la Norvège se proposait de transférer 10 millions de dollars sur le compte de l'OLP.

S'agissant des efforts déployés en vue de faire progresser le dialogue politique, le Secrétaire général adjoint a signalé qu'aucune réunion bilatérale n'avait eu lieu, depuis le 15 avril dernier, entre le Premier Ministre israélien, Ehud Olmert, et le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Leur prochaine réunion est prévue le 11 juin. Les efforts pour promouvoir l'Initiative de paix arabe se sont poursuivis, notamment à la mi-mai, sous la forme d'une rencontre au plus haut niveau entre responsables israéliens, jordaniens et égyptiens. Quant au Quatuor pour le Moyen-Orient, ses membres ont eu une rencontre informelle fort positive à Charm el-Cheikh avec les membres du Comité de la Ligue des États arabes chargé d'appliquer l'Initiative de paix arabe, a dit M. Pascoe.

Passant à la situation au Liban, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a indiqué que les conditions sécuritaires s'y étaient détériorées d'une manière dramatique ces dernières semaines depuis le début des affrontements entre forces armées libanaises et militants du Fatah el-Islam dans la localité de Tripoli, située au nord du Liban, et autour du camp de réfugiés palestiniens de Nahr al-Bared. Dans ce camp, la situation humanitaire devient préoccupante. M. Pascoe a rappelé que le Secrétaire général et son Coordonnateur spécial pour le Liban avaient fermement condamné les actions criminelles menées par le Fatah el-Islam contre la stabilité et la souveraineté territoriales du Liban. Outre les événements qui secouent le nord du Liban, une explosion a eu lieu dans la nuit du 20 mai à Beyrouth, faisant un mort, blessant 18 autres personnes, et causant des dégâts considérables dans la zone du quartier d'Achrafiyé. Une autre puissante attaque terroriste a suivi le lendemain dans le quartier de Verdun, à Beyrouth. Enfin, le 23 mai, au moins 16 personnes ont été blessées dans une troisième explosion qui visait un centre commercial de la ville d'Aley.

Si au sud du Liban, de part et d'autre de la Ligne bleue, la situation est restée calme, il y a eu cependant de nombreux incidents entre forces armées israéliennes et soldats libanais, que les interventions rapides de la FINUL, forte de 13 000 hommes, ont permis de résoudre, a indiqué M. Pascoe. Israël a poursuivi de manière régulière ses incursions aériennes, en violation de la résolution 1701 (2006). L'ONU a demandé à plusieurs reprises à Israël de mettre fin à ces violations de l'espace aérien libanais, a dit le Secrétaire général adjoint. Le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité qu'il avait l'intention de dépêcher, au début du mois de juin, une mission indépendante d'évaluation de la surveillance de la frontière libano-syrienne. Si les conditions de sécurité le permettent cette mission devrait partir pour le Liban au début de la semaine prochaine, a précisé M. Pascoe.

Le Coordonnateur spécial du Secrétaire général pour le processus de paix au Moyen-Orient, Michael Williams, qui est actuellement dans la région, informera M. Ban Ki-moon de la situation, avant la réunion du Quatuor prévue le 30 mai à Berlin, a indiqué M. Pascoe aux membres du Conseil de sécurité.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel